

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Syrieleaks-Un-cable-diplomatique.html>

**Révélation : Angleterre,
France, Allemagne, Jordanie,
Arabie saoudite adoptent
secrètement le nouveau plan
US pour achever de détruire,
morceler et occuper la Syrie.
Israël, FDS et troupes
obscurantistes armées**

également chargés de son application. Intensification de la propagande médiatique mondiale pour diaboliser à mort le régime syrien*

- Actualité politique internationale -

Date de mise en ligne : mardi 27 février 2018

Description :

Pour comprendre les objectifs de la nouvelle campagne de propagande orchestrée à l'échelle mondiale sur « l'enfer d'El Gouta-est » par les gros médias aux mains de l'oligarchie occidentale, les révélations rapportées dans cet article par Labévière sont éclairantes. Avant de relayer les opérations médiatiques des Etats impérialistes, les Belghiche and Co algériens devraient faire l'effort de s'informer plus sérieusement s'ils veulent marquer leur indépendance à l'égard de ces puissances. A moins que leurs motivations personnelles soient aux antipodes de cette préoccupation.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

AR

* Le titre originel : « Syrieleaks : un câble diplomatique britannique dévoile la stratégie occidentale » a été modifié par la rédaction d'Alger républicain.

Pour comprendre les objectifs de la nouvelle campagne de propagande orchestrée à l'échelle mondiale sur « l'enfer d'El Gouta-est » par les gros médias aux mains de l'oligarchie occidentale, les révélations rapportées dans cet article par Labévière sont éclairantes. Avant de relayer les opérations médiatiques des Etats impérialistes, les Belghiche and Co algériens devraient faire l'effort de s'informer plus sérieusement s'ils veulent marquer leur indépendance à l'égard de ces puissances. A moins que leurs motivations personnelles soient aux antipodes de cette préoccupation.

AR

Conférence sur la sécurité - Munich, 17 février.

par Richard Labévière

19-02-2018

Dans un anglais quelque peu familier mais précis, Benjamin Norman - diplomate en charge du dossier Proche et Moyen Orient à l'ambassade de Grande Bretagne à Washington - rend compte dans un Télégramme diplomatique confidentiel (TD) [1] du 12 janvier 2018 de la première réunion du « Petit groupe américain sur la Syrie » (Etats-Unis, Grande Bretagne, France, Arabie saoudite et Jordanie), qui s'est tenue à Washington le 11 janvier 2018.

Dans ce TD de cinq pages, il dévoile le détail de la « stratégie occidentale » en Syrie : partition du pays, sabotage de Sotchi, cadrage de la Turquie et instructions adressées au représentant spécial de l'ONU Staffan de Mistura qui dirige les négociations de Genève. Un Non Paper (de 8 pages) accompagne ce TD en prévision de la deuxième réunion du « Petit Groupe ». Celle-ci s'est tenue à Paris le 23 janvier dernier, essentiellement consacrée à l'usage des armes chimiques et aux « consignes » adressées par le « Petit Groupe américain » à Staffan de Mistura.

Assistaient à cette réunion du 11 janvier à Washington Hugh Cleary (chef du Département Proche et Moyen-Orient du Foreign Office) ; Jérôme Bonnafont (directeur ANMO/Afrique du Nord et Moyen-Orient au Quai d'Orsay) ; David Satterfield (Secrétaire d'Etat-adjoint américain chargé du Moyen-Orient) ; le Jordanien Nawaf Tell et le saoudien Jamal al-Aqeel. L'Américain a ouvert la séance en précisant qu'une deuxième réunion aurait lieu à Paris le 23 janvier.

David Satterfield a confirmé que le président Trump avait décidé de maintenir une importante présence militaire américaine en Syrie, malgré la victoire remportée contre l'« Organisation Etat islamique » (Dae'ch) ; le coût de ce maintien étant fixé à quatre milliards de dollars annuels. Il a précisé que cette présence militaire américaine devait prévenir toute résurgence de Dae'ch, mais surtout empêcher les « Iraniens de s'installer durablement et de s'imposer dans la recherche d'une solution politique ». En troisième lieu, il a insisté sur le fait que la première réunion du « Petit Groupe » devait aussi apporter un « appui matériel et politique important à Staffan de Mistura pour « consolider le processus de Genève ». L'ensemble des participants a accueilli très positivement cette mise au point afin de « réaliser des progrès substantiels en Syrie durant l'année 2018 » et de « répondre à la propagande d'une victoire russe ». Ensuite, les participants ont insisté sur le « désir russe d'aboutir à une solution politique » qu'il s'agissait d'utiliser pour rendre « plus opérationnels » les objectifs du « Petit Groupe ».

CONSOLIDER LE PROCESSUS DE GENEVE

Les Etats-Unis ont noté qu'ils ne participeraient plus aux réunions d'Astana, ayant réduit « leur participation à un

niveau très bas, pour souligner leur engagement envers Genève » ; en des termes définitifs, il est décidé de « tirer un trait conceptuel sur Astana pour revenir à Genève ». Ils ont ensuite estimé que jusqu'à maintenant « Genève restait un échec, malgré les efforts de Staffan de Mistura ». Ils se sont montrés très prudents quant à l'inclusion du cessez-le-feu dans les discussions de Genève : « la vérité étant que nous n'avons tout simplement pas la capacité d'empêcher le régime de grignoter les poches de l'opposition restantes à Idlib et à l'Est de la Ghouta ».

Le TD fait état de grands progrès « réalisés par l'opposition au cours des derniers mois », en soulignant qu'elle « devra encore faire preuve d'une plus grande souplesse pour s'assurer que le Régime ne quitterait pas Genève (...) alors que les Américains n'apportent aucun soutien à l'hypothèse d'un gouvernement de transition tel que le prévoit la résolution 2254 (du Conseil de sécurité des Nations unies) ». Le texte ajoute qu'il « serait tout de même utile que l'opposition puisse cesser d'agiter cette hypothèse à tout bout de champ... » Il a été aussi convenu que « l'opposition devait faire preuve de plus de flexibilité et arrêter d'agiter l'épouvantail d'un gouvernement de transition », les Américains ajoutant que, sans changer d'objectif final quant à la partition de la Syrie et au départ de Bachar al-Assad, il fallait d'abord « rester en mouvement en procédant à « une manipulation prudente » de l'opposition.

Le représentant français - Jérôme Bonnafont - a posé le problème d'une éventuelle participation de Bachar al-Assad à de futures élections. David Satterfield a répondu que « l'objectif était de créer les conditions et des institutions qui permettraient des élections qu'Assad ne pourrait pas gagner ». Satterfield a ajouté « qu'il n'y avait pas de raison 'flagrante' pour empêcher Assad d'être candidat ». Dans ces conditions, il s'agissait surtout de tester les intentions de la Russie, notamment pour qu'elle arrive « à ce que le Régime soit amené à discuter d'une nouvelle Constitution, d'élections libres sous le contrôle des Nations unies et de la création d'un environnement susceptible de favoriser ces deux processus ». Accord sans restriction de tous les membres de la réunion du « Petit Groupe » pour « ne plus se satisfaire des propos mielleux de Lavrov, afin de mettre Moscou sous pression ». Pour Satterfield, il s'agit d'amener les Russes à lâcher Assad, « à travers des réunions du Conseil de sécurité et une large campagne de communication publique », estimant que la ré-élection annoncée de Vladimir Poutine fragilisait positivement la position russe...

SABOTER ET INSTRUMENTALISER SOTCHI

L'une des conclusions de cette première réunion du « Petit Groupe » est parfaitement claire : « revigorer Genève pour que Sotchi devienne hors de propos » ; la France réclamant plus de « transparence sur la position russe ». Mais il s'agit encore de ne pas s'opposer « frontalement » à Sotchi « présentant l'avantage de rassembler une part non négligeable de la société civile syrienne », pour en ramener les « apports les plus positifs à Genève, afin de renouveler et relancer ce format de Genève ».

Les Saoudiens ont mis en garde contre un « risque de fragmentation des différents groupes de l'opposition et demandé de l'aide afin de maintenir la cohésion de celle-ci ». Satterfield a rétorqué que leurs représentants devraient « s'engager davantage dans la recherche d'une solution politique plutôt que de profiter de salaires mirifiques et de longs séjours dans des hôtels agréables ». La France a appuyé cette remarque en insistant sur « la communication ». A cet égard, le TD britannique dresse le commentaire suivant : « malheureusement, la Cinquième République française n'a pas vocation à financer cet effort », les représentants britanniques rappelant « que la communication de l'opposition a été financée en premier lieu par... le Royaume-Uni ».

David Satterfield a, ensuite, expliqué que l'opposition turque aux « Unités de protection du peuple kurde (YPG) » empêchait les Kurdes de participer à Genève. Tout en comprenant la position d'Ankara, il a souligné « qu'on ne pouvait pas ignorer un groupe qui contrôlait le tiers de la Syrie (SIC) et qui avait pris la plus grande part à la lutte contre Dae'ch ». Il a expliqué que « les Américains cherchaient à établir un leadership multi-ethnique au nord-est de la Syrie afin de diluer l'hégémonie de l' YPG ». Par contre, il s'agissait d'imposer les FDS (Forces démocratiques syriennes, majoritairement kurdes et sous contrôle américain) dans le processus de Genève.

Commentaire de l'auteur du TD : « je comprends que les Etats-Unis vont nommer William (Bill) Roebuck, leur ex-ambassadeur à Bahreïn, comme représentant spécial des FDS. Je vais suivre, mais cela vaut la peine de rappeler - selon les discussions séparées que nous avons eues, par exemple avec Fiona Hill - que les relations entre les Etats-Unis et la Turquie sont déjà mauvaises et ne risquent pas de s'améliorer. Par conséquent, les Américains ne sont pas les mieux placés pour faire - en solo - le gros boulot avec les FDS et Ankara ». L'objectif est clairement défini : « amener Staffan de Mistura à accepter à Genève une structure tripartite incorporant l'opposition, Assad et les FDS ».

Du reste, le secrétaire d'Etat adjoint indique qu'un « Non-Paper - Reviving the Syrian Political Track in Geneva- sera communiqué à Staffan de Mistura avant la réunion du 23 janvier à Paris, « afin de mettre les Russes au pied du mur ». Ce document comporte : « une Feuille de route politique, les éléments d'une réforme constitutionnelle, la structure onusienne de supervision des élections et les directives pour l'établissement d'un environnement pacifié ».

Pour leur part, les Jordaniens ont qualifié la session du « Petit Groupe » de « la réunion publique la plus secrète de tous les temps ». Et l'auteur du TD de conclure : « nous devons, pour le moment, garder un groupe constitué uniquement des Etats-Unis, de la Grande Bretagne, de la France, de l'Arabie saoudite et de la Jordanie. Les prochains à être invités devraient être l'Egypte et l'Allemagne (pour qui nous avons plaidé). La Turquie devrait également rejoindre le groupe, mais la discussion avec elle risque d'être empoisonnée par les Kurdes, ce qui rendra plus difficile la neutralisation d'Astana. Il n'y a donc pas urgence à intégrer ces trois derniers pays ».

COMMENTAIRES BELLICISTES

Les commentaires en conclusion de ce TD sont fort éloquentes en ce qui concerne l'avenir de la stratégie occidentale en Syrie. Les trois conclusions essentielles soulignent « une vraie réaffirmation du leadership des Etats-Unis dans les coulisses... ». La deuxième perspective consiste à « maintenir la pression sur la Russie, même si celle-ci ne parvient pas à convaincre Moscou de lâcher le régime comme nous l'espérons ». Sur ce plan, « nous devons continuer - ce que nous faisons déjà - à dénoncer l'horrible situation humanitaire ainsi que la complicité russe dans la campagne de bombardements de cibles civiles ». Enfin, conclut l'auteur du TD, « les Américains m'ont dit combien ils avaient apprécié notre contribution et notre soutien ces derniers mois alors qu'ils étaient en train de finaliser leur stratégie ».

Voilà qui n'augure pas d'une prochaine sortie de crise en Syrie dans un contexte marquée par quatre évolutions majeures des plus préoccupantes.

1) Les Etats-Unis ont décidé de renforcer et de diversifier leur posture nucléaire. Le Pentagone vient d'annoncer qu'il va développer des armes nucléaires tactiques miniaturisées « pour s'adapter aux nouvelles menaces internationales ». Le président iranien Hassan Rohani a répondu : « comment quelqu'un peut-il parler de paix mondiale et en même temps annoncer qu'il développe de nouvelles armes nucléaires destinées à ses principaux ennemis ? »

2) Les ministres de la Défense de l'OTAN se sont entendus les 14 et 15 février derniers à Bruxelles sur les grandes lignes d'une nouvelle refonte des structures de commandement de l'Alliance Atlantique. Cette « adaptation - la plus grande depuis la fin de la Guerre froide », selon le secrétaire général Jens Stoltenberg, est proposée par les militaires américains. Elle vise à rendre l'Alliance plus efficace en cas de crise de haute intensité. En clair, il s'agit de « mieux dissuader et répondre aux nouvelles menaces venant de certains Etats, au premier rang desquels la Russie ».

3) Aux lendemains de la destruction d'un chasseur israélien dans l'espace aérien syrien et, alors que la police israélienne demande l'inculpation du premier ministre Benyamin Netanyahu pour corruption, Tel-Aviv accuse l'Iran

de s'implanter en Syrie et menace de multiplier ses opérations militaires. Ce n'est pas la première fois que le premier ministre israélien - qui refuse de démissionner - utilise les regains de tension régionale pour consolider son pouvoir personnel et son alliance avec l'extrême-droite du pays.

4) Enfin, le soutien militaire de Washington aux Kurdes de Syrie continue à provoquer l'Ire d'Ankara. La crise de confiance est consommée et l'axe turco-américain est au bord de la rupture. Deuxième contingent de l'OTAN, l'armée turque a dû accompagner le tournant conservateur et anti-occidental après le putsch raté de juillet 2016. Mission vient d'être donnée à un général aux tendances conservatrices et islamistes de restructurer l'armée turque dégarnie par les purges.

En définitive, le TD britannique reflète parfaitement la stratégie occidentale en Syrie : saboter les efforts de paix de Sotchi, ajouter deux nouvelles guerres à la crise syrienne : celle des Turcs contre les Kurdes et celles des Israéliens contre l'Iran et le Hezbollah libanais. « Les Américains n'ont jamais admis leur défaite militaire en Syrie et ne veulent pas lâcher le morceau et surtout leur objectif stratégique principal », commente un haut diplomate français, « celui d'un démantèlement de la Syrie, du type de celui qui a été conduit en Irak et en Libye. Leur volonté est d'armer les Kurdes pour contrôler les régions pétrolières de l'Est syrien afin de pouvoir peser sur la reconstruction politique et économique du pays ». La paix n'est donc pas pour demain.

Post-scriptum :

** Le titre original : « Syrieleaks : un câble diplomatique britannique dévoile la stratégie occidentale » a été modifié par la rédaction d'Alger républicain.*

[1] Benjamin Norman/Foreign and Security Policy - Middle East/British Embassy - 3100 Massachusetts Avenue, NW/Washington DC/20008/USA.
Phone : 202 588 6547/FTN : 8430 6547. Email : Benjamin.norman fco.gov.uk